

6<sup>e</sup> Législature :  
**1ère Session  
Ordinaire 2021  
ouverte hier** P.4

**ARISE IS devient actionnaire dans  
AERA avec 35 % des parts** P.7  
**(lire le communiqué de presse)**



**a e r a**  
#CashForClimate



# LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0513 du 03 Mars 2021 - 250 F CFA / Etranger 1€

## Editorial :

### Justice politisée, le mal n'est pas seulement africain

Justice politisée, justice corrompue, justice sous ordre trafic d'influence... on croyait ces qualificatifs utilisés seulement pour le continent africain où la fragilité des institutions dans plusieurs pays apporte de l'eau au moulin de ceux qui à tort ou à raison voient d'un mauvais œil les deux balances symbole de justice malheureusement déséquilibrées. Le débat sur la justice et son degré de crédibilité est remis au goût du jour sauf que dans le cas d'espèce il ne s'agit plus de l'Afrique.

L'actualité française nous offre un débat inédit, l'ancien Président de la République française Nicolas Sarkozy déclaré coupable de corruption et de trafic d'influence. Jugement extrême sévère et injustifié pour certains, il est indéniable que cette décision divise l'opinion française.

Au niveau de la classe politique c'est un levé de bouclier. Il y en a qui voit à travers cette condamnation de justice un règlement de compte politique. Invitée de la matinale d'Europe 1 la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen déclare : « Je n'ai pas envie que les magistrats déterminent qui seront mes adversaires à la présidentielle » Tout porte à croire qu'au pays de Macron, la justice

Suite à la page 3



## Affaire Bolloré :

# Togo, Guinée, quelle part dans une **bagarre** franco-française ?

 P.5

## La conférence des Evêques met à nu la DMK

 P.3

## Vers la construction de 3000 logements sociaux

**L**e ministre togolais de l'urbanisme, du logement et de la réforme foncière, Koffi TSOLENYANU et l'institution panafricaine de financement du développement de l'habitat et de l'immobilier, Shelter Afrique, ont conclu ce lundi 1er mars 2021 à Nairobi au Kenya, un protocole d'accord pour la construction de 3000 logements sociaux dans la capitale togolaise.

Cet accord, qui s'inscrit dans le cadre du programme de construction de 20 000 logements sociaux d'ici 2022 (échéance prorogée à 2025, selon un nouvel agenda, du fait de la Covid-19), doit permettre d'intensifier la promotion et le développement des projets de logements abordables à grande échelle dans le pays, où le déficit d'habitat décent est devenu un problème majeur. Concrètement, l'organisme panafricain de financement du développement du



logement s'engage à fournir un financement partiel pour le projet, puis, en tant qu'arrangeur principal, il mobilisera d'autres investisseurs pour le reste du financement. En soutien, le gouvernement togolais devrait, notamment fournir les terres, des infrastructures ainsi que des avantages fiscaux, comme prévu sur le programme.

A travers ce Partenariat public privé (PPP) d'envergure qui vient d'être scellé, Lomé vient de franchir un palier dans le programme des logements sociaux, un segment jusqu'à peu dynamique. « Le protocole d'accord que nous avons signé avec Shelter-Afrique ouvre une nouvelle phase de partenariat et sera crucial pour atteindre notre objectif de logement pour 2025 », a déclaré le ministre Koffi TSOLENYANU, à l'issue de la cérémonie.

De son côté, Shelter Afrique veut se servir du modèle

PPP togolais comme tremplin, pour étendre ses investissements et interventions dans le secteur en Afrique où la pénurie globale de logements est estimée à 56 millions d'unités, dont 90 % se situent dans la catégorie des

logements abordables. Au Togo, le gouvernement revendique plus de 20 000 logements depuis 2005, d'après les dernières statistiques disponibles. En 2018, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) qui s'était spécialisée sur les logements de moyen et de haut standing, avait lancé un vaste projet de construction de 599 logements dénommé Résidence Renaissance, dont les investissements globaux sont évalués à plus de 91 milliards FCFA.

Créé en 1982, Shelter Afrique est un véhicule d'investissement privilégié pour le secteur du logement. L'entité, dont l'actionariat est composé de 44 pays africains, la BAD et la Société Africaine de Réassurance, devrait bientôt voir le Togo obtenir un siège permanent au sein de son conseil d'administration. Des discussions sont en effet en cours dans ce sens. ■

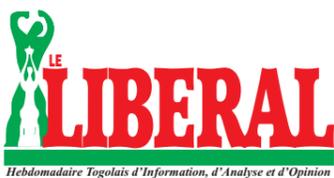
## Pharmacies de garde à Lomé

### Du 1er au 08 Mars 2021

- HANOUCOPE.\*** Avenue de la Nouvelle Marche, Immeuble Radio Kanal FM. 22 21 01 15
- STE RITA.\*** Rue pavée, Doulassamé - Face Hôtel SANA 96 80 09 70/90 05 09 74
- BIOVA.\*** Bd. Houphét-Boigny 22 34 50 93/ 70 23 19 23
- KPEHENOU.\*** Boulevard HOUPHOUET-BOIGNY 22 24 32 24/70 45 25 03
- ESPERANCE.\*** Av.F.J, STRAUSS, Face Ecole Française Nyékonakpoé rue adjotoo) 22 21 04 28
- HOPITAL.\*** Face Hépital CHU-Tokoin 22 20 08 08
- CAMPUS.\*** Adéwi 22 21 56 32/93 38 08 84
- St PAUL.\*** Bd. Jean Paul II 22 61 85 08
- LE JOURDAIN.\*** Boulevard Léopold Sédar SENGHOR, face au CEG Tokoin Wuiti 22 61 56 14/92 38 30 50
- HEDZLANAWA.\*** Marché HEDZLANAWA 22 26 49 61
- KOUESSAN.\*** En face du stade de Kégué 96 80 10 01/90 50 48 12
- KLOKPE.\*** Derrière la Foire Togo 2000 96 80 10 03/90 53 60 52
- J-MIMSHAK.\*** Rue Tchamba 964, à 50m de la base de Satom Hountigomé 22 60 30 50/92 24 42 70
- MAELYS.\*** 1688, Bd Malfakassa - Bé Kpota en Face de NETADI 22 27 60 19/ 70 44 86 79
- MISERICORDE.\*** BE-KPOTA a 300M de NISSAN, A côté de la Station MRS 96 80 09 45
- ADIDOGOME.\*** Face au camp 2ème RI d'Adidogomé 22 50 54 85
- SILOE.\*** Carrefour Aflao Apédokoé Atigangomé 90 80 26 39/96 80 10 16
- ACTUELLE.\*** Route de Ségbé; Quartier Sagbado - Adidogomé 90 61 46 44/96 80 09 95
- SEGBE.\*** Ségbé qt Zanvi, près de l'EPP et du CEG Séghé 92 59 49 35 79 30 07 29
- DJIDJOLE.\*** DJIDJOLE 22 25 65 12/93 93 99 27
- ST JOSEPH.\*** Bretelle BE KLIKAME 22 25 74 65/91 09 46 38
- VIGUEUR.\*** Rue 267, AGBALEPEDOGAN, Kilimandjaro 22 51 63 30
- MILLENAIRE.\*** Face Feserve de la gendarmerie d'Agoe@-Nyivé, sur ta route de 50m 4 300m du côté Nord 22 51 64 31
- DIEUDONNE.\*** Route de LLEO 2000, non loin de FUCEC Agoe-Téléssou 70 44 84 59
- OSSAN.\*** Etablissement la LIMOUSINE, carrefour AVEDJI 70 40 44 25
- APOLLON.\*** Face complexe scolaire Makafui - Non loin du carrefour des hirondelles - Avédji 70 41 01 07
- SHALOM.\*** Agoé-Cacavéli, non loin de BKS. Sur la route Agoé-Adidogomé 22 51 87 60/70 49 96 51
- NOUVELLE TULIPE.\*** Rte de Mission - Tové; Prés de la station CAP Agoé-Légbassito 99 47 00 70
- ST MICHEL.\*** Située a Agoé-Nyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom 22 51 70 22/70 43 30 43
- ST ESPRIT.\*** Sur la bretelle Agoé-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoé-Est 70 40 29 06
- LE ROCHER.\*** Agoé Zongo, sur la Rte nationale N°, près du terrain de jou de Golf 92 30 06 56/99 08 05 01
- EXCELLENCE.\*** Agoé Démakpoé Voie CEDEAO 22 51 77 87/93 27 95 54
- VITAS.\*** Située a Agoé Assiyéy du côté ouest 22 25 63 43
- ESPACE VIE.\*** Agoé Logopé, face bar Plaisir 2003. 99 85 89 07
- DIVINA GRACIA.\*** Quartier Agoé-Fiovi, Rond point Cool Catch (ancien carrefour Bafana-Bafana) 99 83 91 00/96 80 10 21
- REGINA PACIS.\*** Rte Nationale N°1 près du Bar sous l'Antenne 70 45 98 58/99 83 90 83
- SANGUERA.\*** Près du Lycée de Sanguéra 70 42 80 80/99 90 89 72
- GANFAT.\*** AGOE DALIKO près du Carf EDEM (CAMP GP) 22 55 08 15/70 22 15 15
- VERSEAU.\*** Près de la maison Bateau Baguida 22 27 34 53/92 05 23 49
- DE L'EDEN.\*** Route d'Aného, face Cité Baguida 70 42 13 98

Prompt Rétablissement

# LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

### Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

### Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice  
Alain TCHEDRE  
Prosper AWIH  
Dick MESSAN (Stagiaire)  
Cyrille SABLASSOU

### Correcteur

S. Didier

### Infographie

JPB

### Adresse

Route du Contournement CEDEAO, Agoé Démakpoé, non loin des rails  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 42 83 46  
13 BP 152 Lomé-TOGO

### Imprimerie

SDR

### Tirage

1000 exemplaires



**Togo Money FOUNOUFA!**

**TRANSFERT D'ARGENT**

**\*145\*1#**

Plus simple et avec plus d'options!

**Comment ça marche ?**

- Composez \*145#, ensuite tapez 1, insérez directement le montant,
- Saisissez le numéro du destinataire ou choisissez l'une des options suivantes :
  1. pour accéder aux favoris,
  2. TCash sans numéro.

**LA NOUVEAUTÉ NUMÉRO FAVORI**

**Fini les erreurs d'envoi !**

Enregistrez vos numéros favoris et transférez directement sans retaper à chaque fois le numéro.

- composez \*145#, tapez 1, insérez directement le montant et sélectionnez "Pour accéder aux favoris",
- sélectionnez votre numéro favori et terminez votre transaction par votre code secret.

VIVEZ UNE NOUVELLE EXPERIENCE AVEC TOGOCOM

@togocom.tg | @togocom.tg | Service Client : 888 | 119 | 7 jours/7 de 7h à 23h | togocom.tg

# La conférence des Evêques met à nu la DMK

*Depuis quelques mois, une affaire politique secoue la haute hiérarchie de l'Eglise catholique. Elle oppose l'Archevêque Métropolitain de Lomé Mgr Nicodème Anani Barrigah-Bénissan à Mgr Philippe Fanoko Kpodzro, l'Archevêque émérite de Lomé à propos de la dernière élection présidentielle tenue le 22 février 2020. Devant cette situation qui tente de salir l'image de l'Eglise catholique aux yeux de l'opinion, la Conférence des Evêques du Togo (CET) est montée au créneau pour calmer le jeu.*

Au lendemain du dernier scrutin présidentiel tenu au Togo le 22 février 2020, des allégations venant des membres de la DMK faisaient croire que l'Archevêque métropolitain de Lomé, Mgr Barrigah Anani Bénissan avait tenté d'aider la Dynamique Mgr Kpodzro et le pouvoir en place à vider le contentieux électoral né du scrutin. « Mgr Barrigah à un moment donné, inspiré par une démarche de bonne volonté, a pris sur lui d'essayer d'aider le pouvoir et la DMK à



les médias) l'archevêque métropolitain de Lomé Mgr Barrigah d'avoir tenté de négocier l'abandon de la

et Marc Vizy, ambassadeur de France au Togo lui ont apporté le 20 avril 2020, selon lequel vous reconnaissez la victoire de la DMK tout en cherchant un accord de répartition des rôles, vous à la Présidence de la République et moi à la Primature avec des pouvoirs étendus » avait déclaré Agbéyomé Kodjo dans une lettre adressée récemment au Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Un rôle que le candidat Agbéyomé Kodjo et les siens considèrent comme une tentative de l'ex président de la CVJR de venir en aide au pouvoir de Lomé qui serait battu dans les urnes et donc en difficulté au lendemain du scrutin. Des accusations que la Conférence des Evêques du Togo (CET) a balayé du revers de la

main, prenant ainsi le parti de Mgr Barrigah. Au cours de leur sortie en fin de semaine dernière, les Evêques disent avoir écouté attentivement l'ancien Evêque d'Atakpamé qui leur a expliqué comment il a été approché par un membre de la DMK en vue de solliciter son intervention pour éviter l'arrestation de M. Agbéyomé Kodjo et rapprocher les deux parties en conflit.

« Quant à la prétendue mission que le pouvoir en place lui aurait confiée à travers le ministre Bawara et l'ex ambassadeur de France au Togo, Marc Vizy, l'archevêque a été catégorique : il n'en est absolument rien. En effet, c'est à la suite de la dite démarche d'un membre de la DMK qu'il a

contacté Mgr Kpodzro par l'intermédiaire du Père Etienne Amouzou, de regrettée mémoire pour savoir si la Dynamique approuvait l'initiative personnelle de ce membre » a précisé le communiqué de la CET à l'issue de la 126<sup>e</sup> session ordinaire tenue à Lomé, invitant d'ailleurs tous les protagonistes à « un sursaut et à l'amour de la Patrie, pour rechercher l'intérêt supérieur de la Nation ».

La CET pour finir, invite toutes les parties en conflit à la retenue, exhortant les Togolais à la prudence face aux informations distillées sur les réseaux sociaux voire dans les médias à propos de ce sujet et à plutôt œuvrer pour la concorde sociale, la paix et l'enracinement de la démocratie.

Comme on peut le constater, l'archevêque métropolitain de Lomé dément avoir joué un rôle « trouble » au lendemain de la présidentielle en faveur du pouvoir en place. Ce qui corrobore ainsi (d'une manière ou d'une autre) la thèse des accusations fallacieuses et d'un montage grotesque de la part des membres de la Dynamique qui tentent contre vents et marrées de faire croire à l'opinion que leur candidat serait le vrai vainqueur de la dernière présidentielle. ■

RA



trouver une solution à la crise postélectorale que nous traversons » avait indiqué Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson au cours d'une sortie médiatique en janvier dernier.

A l'analyse des versions des deux parties, ce qui reste avéré dans cette affaire, est que Mgr Barrigah s'est vraiment mêlé au contentieux électoral qui oppose la Dynamique au pouvoir en place. Mais comment et à quelle fin ? C'est à ce niveau que les avis demeurent opposés.

En effet, les responsables de la DMK particulièrement Mgr Kpodzro et son poulain Agbéyomé Kodjo ont plusieurs fois accusé ouvertement (sur les réseaux sociaux et dans

contestation des résultats issus du dernier scrutin présidentiel pour un partage du pouvoir entre la DMK et le pouvoir de Faure Gnassingbé. « La troisième initiative est celle conduite par Mgr Nicodème Barrigah à la suite du message que deux de vos émissaires le ministre Gilbert Bawara

## Editorial : Justice politisée, le mal n'est pas seulement africain

Suite de la page UNE

n'est pas exempt de tous reproches ce sont les français eux-mêmes qui le disent et ce n'est pas la première fois. On se souvient encore de l'affaire DSK à la veille des élections présidentielles de 2012 ou encore

celle de Pénelope Fillon dans l'affaire des emplois fictifs en pleine campagne électorale en 2017.

Curieuse coïncidence cette affaire contre l'ancien Président Sarkozy considéré comme l'un des derniers remparts de la Droite

intervient à un an de l'élection présidentielle. Y a-t-il vraiment un lien ? Difficile à dire dans la mesure où l'individu en question est loin d'être un saint. Ces nombreux dossiers chez monsieur le juge ne plaident vraiment pas en sa faveur. ■

## Développement :

# PNPER : quel impact pour la jeunesse ?

*Placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique, le Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNPER) a pour objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural en particulier pour les jeunes. Il est financé par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA).*

Le PNPER s'inscrit dans une vision d'encouragement des jeunes dans l'entrepreneuriat rural. Il veut aider les jeunes entrepreneurs ruraux à une insertion socioprofessionnelle. Dans cette optique, il a été mis en place un plan visant à soutenir 600 projets de jeunes ruraux dont 450 primo-entreprises, 100 coopératives et 50 moyennes entreprises rurales. Cette année, malgré les impacts de la crise sanitaire, le projet a déjà financé 90 plans d'affaires.

Le projet ambitionne d'améliorer la performance de ses institutions financières et des entreprises financées. Pour ce faire, il mise sur deux axes pour obtenir des résultats plus efficaces : d'abord le renforcement des capacités de ses institutions financières partenaires sur la gestion des cycles de crédit agricole et la gestion des impayés. Ensuite le renforcement des micros et petites entreprises qu'il finance, en éducation financière.

Sur le premier axe, l'idée est de former les agents de crédits des institutions financières partenaires sur les généralités de la gestion des crédits, les spécificités des crédits agricoles et ruraux, la notion et les causes des impayés. L'élaboration d'une cartographie des risques spécifiques aux crédits ruraux en amont et des filières agricoles porteuses en aval. La maîtrise des risques d'impayés y compris le



recouvrement de crédits agricoles et ruraux sont également des composantes clés de ce programme de renforcement des capacités.

Sur le deuxième axe, le PNPER compte au final, améliorer la gestion financière de 240 micro et petites entreprises rurales créées ou renforcées suite à son accompagnement. C'est une action qui devra permettre aux jeunes entrepreneurs de savoir mieux gérer leurs activités économiques et savoir manager leurs entreprises pour plus de productivité et de

bénéfices.

Les deux programmes de formation devraient à terme faciliter en faveur de la cible bénéficiaire du PNPER, l'accès au financement, objectif phare de la composante B de ce projet.

Conscient que l'accès au financement est un parcours de combattant pour les jeunes entrepreneurs, ce volet est une valeur ajoutée pour les bénéficiaires qui devront faire de l'entrepreneuriat un outil de réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité.

Dans une vaste

campagne, le projet depuis quelques temps a apporté son appui aux ménages vulnérables du Togo. Ils sont environ 5 000 ménages vulnérables constitués d'agriculteurs informels à être ciblés pour bénéficier d'un total de 65.000 kg de semences de riz et maïs pour une valeur estimée à 37 millions. A terme, ces intrants devraient permettre d'implanter 1500 hectares de maïs et 500 hectares de riz, estime le PNPER. L'opération vise à renforcer la capacité de résilience des paysans

grâce à un accès opportun en semences. Cette année, déjà 311 millions de francs CFA ont été injectés dans l'entrepreneuriat rural finançant 69 plans d'affaires soumis par les jeunes.

Ce projet qui est une initiative gouvernementale et qui a recueilli le soutien du Fond International de Développement Agricole (FIDA) vise à transformer de façon progressive et durable l'économie rurale togolaise à travers l'appui des micros et petites entreprises rurales.

En somme, ces différentes actions contenues dans le programme du PNPER constituent un salut pour les populations vivant en milieu rural, plus particulièrement la jeunesse qui pourra désormais se tourner vers un secteur porteur de richesses au lieu d'attendre des concours de recrutement dans la fonction publique.■

**Roger GBESSIA**

## 6e Législature :

# 1ère Session Ordinaire 2021 ouverte hier

La Présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Djigbodi Tsègan, a procédé ce mardi 2 mars 2021 au siège de l'hémicycle, à l'ouverture solennelle de la première session ordinaire de l'année 2021, conformément aux dispositions de l'article 55 alinéa 2 de la constitution.

La cérémonie s'est déroulée en présence de Mme le Premier Ministre Victoire Sidémého Tomegah-



Dogbé, cheffe du Gouvernement et de plusieurs autres personnalités. Au total 22 projets ou propositions de loi sont sur la table de l'Assemblée. Aucun détail sur le contenu de ces projets ou propositions.■

**La rédaction**

Affaire Bolloré:

# Togo Guinée quelle part dans une bagarre franco-française ?

*L'affaire Bolloré qui se joue devant la justice française intéresse beaucoup les africains et à juste titre, les noms de deux pays du continent reviennent à savoir le Togo et la Guinée où le milliardaire français fait des affaires depuis des années.*

En effet tout est parti de la police judiciaire de Nanterre qui soupçonne le Groupe Bolloré de "corruption d'agents publics étrangers". Des soupçons qui portent sur l'attribution en 2010 de deux terminaux à conteneurs du groupe Bolloré en Afrique de l'Ouest : celui de Conakry en Guinée et celui de Lomé au Togo.

Selon le journal le monde, les juges d'instruction tentent de déterminer si Havas, la filiale de communication du groupe, a sous-facturé des missions de conseil afin d'obtenir les concessions portuaires guinéenne et togolaise.

Havas a en effet conseillé les présidents Alpha Condé et Faure Gnassingbé lors des élections présidentielles

de 2010. Quelques mois plus tard, Bolloré Africa Logistics obtiendra les terminaux à conteneurs de Conakry et Lomé, alors que deux autres sérieux concurrents français étaient aussi sur les rangs.

A y voir de prêt, cette affaire s'apparente à une bagarre entre hommes d'affaires français devant les juridictions françaises. Même si le Togo et la Guinée sont cités on peut se demander le rôle que peuvent jouer ces deux pays dans une affaire qui oppose deux hommes d'affaires d'un même pays. Le sujet défraie la chronique et on tente au Togo de le dévier sur un terrain politique.

En réalité l'Etat togolais n'est pas concerné par cette affaire qui visiblement s'apparente à un règlement de compte

entre Français. Il faut rappeler que la mise en concession de l'activité de manutention de conteneurs et de marchandises diverses au Port Autonome de Lomé obtenue par le Groupe Bolloré date de septembre 2001 soit 9 ans avant



**CAMPAGNE "UN ÉLÈVE, UNE IDENTITÉ"**

**LUNDI 22 FÉVRIER 2021**

CÉRÉMONIE DE LANCEMENT A KARA

LOCALITÉ	DATE	HORAIRE	
KARA	22 FEV	09H	17H
	23 FEV	09H	15H
SOKODÉ	24 FEV	09H	17H
	25 FEV	09H	15H
ATAKPAMÉ	26 FEV	09H	17H
ANIÉ	27 FEV	09H	17H
TSÉVIÉ	01 MARS	09H	17H
	02 MARS	09H	17H

**JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME EDITION 2021**

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

# COVAX : Déjà disponible en Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria

*Beaucoup de pays africains dont le Togo attendent toujours l'arrivée du vaccin anti covid. Il est difficile aujourd'hui de préciser avec exactitude la date d'arrivée de ce vaccin même si son arrivée demeure une certitude. Le Togo depuis quelques jours a démarré une campagne de sensibilisation médiatique en attendant l'arrivée du vaccin.*

Le Togo, tout comme les autres pays de la sous-région a adhéré à la plateforme COVAX en juillet 2020 et participe activement aux discussions sur le processus de développement et d'acquisition du vaccin afin de protéger ses populations. Le Togo a été retenu pour recevoir ce vaccin et c'est dans ce cadre qu'il organise cette campagne. Il s'agit de permettre au plus grand nombre possible de

Togolais d'être vaccinés le plus rapidement possible contre la COVID-19 tout en veillant à ce que les populations à haut risque soient prioritaires.

**Voici les personnes concernées par la vaccination**

Le personnel de santé de première ligne est composée de :

- personnel des centres de traitement COVID-19;
- personnel des laboratoires

de diagnostic COVID-19;

- personnel chargé de la surveillance et de l'investigation;
- personnel de structures sanitaires publiques, confessionnelles et privées;
- personnel soignant des Forces Armées Togolaises (FAT);
- personnel soignant des entreprises;
- personnel des officines de pharmacie;
- personnel des points d'entrée (aéroport, port, ..);



- Agents de santé communautaires;
- Apprenants des écoles de formation de santé.

et plus;

- Personnes de moins de 50 ans qui ont des conditions sous-jacentes (affections chroniques et autres facteurs de risque) qui les exposent à un risque de décès plus élevé
- D é t e n u s , déplacés/réfugiés.

Les personnes à haut risque de la région sanitaire du Grand Lomé composées de :

- Personnes âgées de 50 ans

Promotion de la Planification Familiale :

# La Faïtière des Communes du Togo a organisé un atelier de partage d'expériences

*Dans la dynamique de la promotion de la Planification Familiale au Togo, la Faïtière des Communes du Togo (FCT) a organisé jeudi dernier dans les locaux de la mairie de Zio1 un atelier national d'échanges d'expériences et de pratiques entre le maire de la ville de Tsévié, ville pilote et ceux des villes du rayonnement du projet à savoir : Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong. Selon les organisateurs, cette rencontre d'échanges vise à faciliter l'engagement collégial des municipalités togolaises en faveur de la Planification Familiale à travers justement un partage d'expériences et des cas pratiques réalisés par le projet dans la ville de Tsévié avec les autres maires du réseau.*

Dans le cadre de l'Initiative pour la Santé et la Salubrité en Ville (ISSV), la Faïtière des Communes du Togo (FCT) et la Mairie de Zio1, ont mis en œuvre le « Projet de Promotion de la Planification Familiale dans les Villes Togolaises (PPPFVT) », projet financé par l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), la

Mairie de Paris avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates. Considérée comme étant une composante essentielle des soins de santé primaire et de santé de la reproduction, la planification familiale joue un rôle important et presque incontournable dans la réduction des taux de morbidité et de mortalité maternelle et néonatale ainsi que dans

la prévention de la transmission du VIH/Sida. C'est donc pour promouvoir la planification familiale dans les différentes communes du Togo que cet atelier a été organisé.

Au cours des échanges, il a été question pour les participants de s'imprégner des multiples avantages liés à la planification familiale (PF). Démarré depuis

deux ans, le projet piloté par la Faïtière des Communes du Togo, a contribué significativement à améliorer l'accès à l'information liée à la PF et l'accès aux produits contraceptifs. « Les retombées, c'est les améliorations que nous notons dans les chiffres qui sont relatifs à l'accès à l'information, à l'accès aux services de planification et aux produits de contraception sans oublier la réduction des taux de mortalité maternelle et infantile... » a indiqué Mme Yawa Kouigan Présidente de la Faïtière des Communes du Togo (FCT).

En effet, dans les communes togolaises, l'insuffisance de l'utilisation des méthodes de la PF est due au manque de sensibilisations des populations en général et celles des femmes en particulier sur l'importance de la PF et son impact positif sur la santé maternelle et infantile.

Il faut également souligner que certaines femmes n'expriment pas le désir d'utiliser la PF par manque d'intérêt et de connaissances de cette pratique, et aussi par peur des effets secondaires, etc.

Une autre raison est la faiblesse de l'implication des hommes dans la PF. La faiblesse de la qualité de l'offre des services de la PF est aussi l'un des obstacles résultant de la faible compétence des

prestataires. Certains ont reçu des formations sur les tas et d'autres des formations sans recyclage. La faible mobilisation de ressources en faveur de la PF d'une part, l'insuffisance de la collaboration entre les Organisations de la Société Civile et les autorités publiques locales dans la promotion de la PF au Togo d'une part, constituent d'autres goulots d'étranglement.

De ces insuffisances, il en résulte des taux élevés de mortalité infantile, néonatale, juvénile, maternelle, des grossesses non désirées et précoces en dépit des multiples efforts déployés par l'Etat à travers le ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins pour améliorer cette situation.

Notons qu'actuellement, le Togo présente des taux de mortalité maternelle (401 pour 100.000 naissances vivantes) et néonatale (27 pour 1000 naissances vivantes) très élevés. Le taux de besoins non satisfaits des femmes en union ayant entre 15-49 ans, représente 33,6% ; dont 21,8% souhaitent espacer leurs naissances contre 11,8% pour la limitation.

Faut-il le rappeler, l'Etat togolais a pris l'engagement d'augmenter progressivement la subvention annuelle pour l'achat des produits contraceptifs de 125.000.000 de nos francs en 2016 à 500.000.000 en 2022. Mais ce montant n'est que de 160.000.000 de francs en 2019. Ce qui a un impact négatif sur l'atteinte des objectifs du Plan d'Action National Budgétisé de la PF 2017-2022. ■

Roger GBESSIA


**EN DIRECT SUR LA TVT ET SUR 5 AUTRES CHAINES TV D'AFRIQUE**

ÉVÈNEMENT MAJEUR DE PROMOTION DES ENTREPRISES








## GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES DU TOGO

**03 AVRIL 2021**  
HOTEL 2 Février

**NOS PARTENAIRES**






























Infoline : +228 96 39 86 96 / +228 92 62 04 02

# ARISE IS devient actionnaire dans AERA avec 35 % des parts (lire le communiqué de presse)

*ARISE Infrastructure Service développeur et opérateur panafricain d'infrastructure, et Aera Group, leader de l'ingénierie finance climat en Afrique annoncent l'investissement d'ARISE dans Aera Group par l'acquisition de 35% des parts de la société sur la base d'une évaluation de 28,5 millions d'euros. Voici en intégralité le communiqué de presse..*



## COMMUNIQUE DE PRESSE



# ARISE IS devient actionnaire d'Aera Group

*2 mars 2021 – ARISE Infrastructure Services (ARISE IS), développeur et opérateur panafricain d'infrastructures, et Aera Group, leader de l'ingénierie finance climat en Afrique, sont heureux d'annoncer l'investissement d'ARISE IS dans Aera Group par l'acquisition de 35% des parts de la société sur la base d'une évaluation de 28,5 millions d'euros.*

Avec cette transaction, ARISE IS confirme son ambition de remédier au manque d'infrastructures en Afrique en s'engageant pour une croissance verte, grâce à des solutions innovantes qui soutiennent un développement économique responsable. Cet investissement stratégique est une étape déterminante pour ARISE IS qui vise la neutralisation des émissions de carbone dans ses projets. Alors que la société accélère ses efforts pour une industrialisation durable de l'Afrique, ce nouveau partenariat permettra de s'assurer que toutes ses activités, y compris les zones industrielles du Gabon, du Togo et du Bénin, atteignent la neutralité carbone et aient un impact positif sur le climat.

Aera Group vise l'acquisition de 50 MT d'équivalent de réduction des émissions de CO2 en 2021 pour consolider son portefeuille, le plus important à ce jour en Afrique pour les certificats environnementaux (39 projets contractés dans 16 pays). La société a également annoncé une extension de ses lignes commerciales pour couvrir la production d'énergie renouvelable, la protection de la biodiversité et les produits liés aux avantages de l'eau.

### Fabrice Le Saché, Président of Aera Group



« Cet accord est une reconnaissance du palmarès d'Aera dans le domaine de la création et du commerce de certificats environnementaux en Afrique. Au cours des cinq dernières années, nous avons réalisé un certain nombre de performances sans précédent - du nombre record de projets climatiques enregistrés dans le cadre de la certification carbone au volume record de certificats de réduction des émissions de CO2

échangés. Avec ARISE IS, nous partageons une vision commune à long terme sur les opportunités liées à la neutralité carbone. Les certificats environnementaux peuvent débloquent des financements massifs pour intensifier l'action en faveur du climat. Le climat a besoin de financement et c'est ce sur quoi nous nous concentrons chez Aera. »

### Gagan Gupta, co-fondateur d'ARISE IS

« En offrant des solutions qui répondent aux défis rencontrés par



les gouvernements, tout en créant des opportunités partagées sur tous nos marchés, ARISE IS est devenu un partenaire de confiance pour une croissance durable.

Nous franchissons une étape supplémentaire avec cette transaction qui reflète les valeurs que nous défendons. Nous sommes profondément engagés à apporter une forte

valeur ajoutée à tous nos partenaires africains en certifiant et en monétisant leurs actifs environnementaux. Dans cette démarche, joindre nos forces à celles d'Aera est une étape importante car leur expertise et leurs réalisations sont en phase avec nos investissements, notre stratégie et notre vision.»

### À propos d'ARISE IS

ARISE IS conçoit, finance, construit et gère des projets d'infrastructure à grande échelle qui répondent à des besoins critiques de développement en Afrique. ARISE IS est une joint-venture de l'Africa Finance Corporation (AFC) et d'Olam International Ltd. En s'engageant à un impact climatique net zéro, ARISE IS fournit des infrastructures durables et sur mesure pour soutenir l'urbanisation rapide de l'Afrique et stimuler le commerce régional. Avec plusieurs investissements en cours au Gabon et au Togo, ARISE IS a une forte présence en Afrique de l'Ouest.

### À propos d'Aera Group

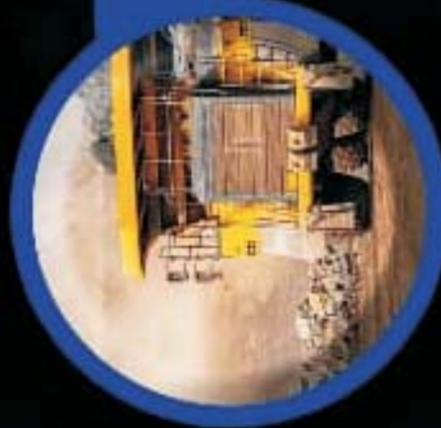
Aera est la principale société commerciale indépendante dédiée aux certificats environnementaux en Afrique. Aera a été fondée en 2015 en tant qu'initiateur et négociant de certificats de réduction des émissions de CO2 (également appelés crédits carbone). Depuis 2015, nous avons mis en place de nombreuses réalisations révolutionnaires. Nous avons enregistré le nombre record de projets africains dans le cadre du Verra VCS, du Gold Standard et du MDP de la CCNUCC. Nous avons été les pionniers du commerce du carbone dans 11 pays, nous avons réalisé avec succès le plus grand nombre d'émissions de crédits carbone et nous avons élaboré certaines des transactions les plus innovantes sur le continent. À ce jour, nous possédons le premier portefeuille africain de certificats de réduction des émissions de CO2 couvrant toutes les catégories de produits (VCU, GS-VER, CER) et de technologies (énergies renouvelables, efficacité énergétique ou traitement des déchets...) sur le continent.

# Prenez des participations et devenez des partenaires de **GLOBAL TRADE CORPORATION SA**

sur nos projets au TOGO et en Afrique dans les domaines de



**L'AGROALIMENTAIRE**



**L'EXPLOITATION MINIÈRE**

## LA PRISE DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES

pour bénéficier des rémunérations

DUREE DU CONTRAT **03ANS**

**TRIMESTRIELLES**

50 - 65%

**SEMESTRIELLES**

100 - 135%

**ANNUELLES**

200 - 300%



France des participants et devenez des partenaires de Global Trade Corporation SA sur nos projets au TOGO et Afrique.

**GARANTIE FINANCIÈRE**  
**GARANTIE JURIDIQUE**



GTC TOGO : 00228 9347 4848  
GTC NIGER : 00227 7034 9924 | 7034 4072  
GTC GAMBIE : 00226 9604 4678 | 9604 4070

Ensemble, **développons l'Afrique**

